

Ces questions, soit l'aide, la production et les approvisionnements, ainsi que la sécurité alimentaires, ont fait l'objet, ces dernières années, de discussions intenses au niveau internationale. En effet, dans son admirable introduction au rapport de la deuxième session du Conseil mondial de l'alimentation (C.M.A.), M. Hannah les décrit comme étant les trois principaux sujets de préoccupation du Conseil, aussi bien que du monde entier. Au même titre que la nutrition et le commerce mondial, elles constituent les éléments prioritaires du Programme de travail du C.M.A. Ces questions sont bien sûr toutes interdépendantes. De toute évidence, ce n'est que par l'augmentation à long terme des capacités d'approvisionnement et le maintien, entre-temps, d'une aide alimentaire suffisante, que l'on pourra assurer la sécurité alimentaire. Cependant, notre but premier doit être l'augmentation de la production agricole dans les pays en voie de développement. Pour sa part, le Canada en a fait le principal objectif de sa stratégie d'aide au développement. Outre l'aide qu'il offre sur le plan alimentaire, le Canada collabore à la réalisation de projets de développement agricole auxquels participent nombre de ses partenaires dans le domaine de la coopération. Sur le plan international, il faut faire disparaître les obstacles politiques, à l'augmentation de la production alimentaire. En termes concrets, il faut utiliser le Fonds international de développement agricole dont l'objectif est d'accroître la production alimentaire dans les pays en développement. Celui-ci pourrait, en effet, avoir une influence déterminante sur la situation d'ensemble au cours d'une période donnée. Nous sommes d'accord avec M. Hannah pour dire que le Fonds est, jusqu'à présent, une des plus remarquables réalisations des Nations Unies.

Malheureusement, le Conseil mondial de l'alimentation n'a pas, à notre avis, obtenu tout le succès espéré, en dépit des efforts de son directeur exécutif, et c'est aux pays membres qu'il incombe d'en améliorer l'efficacité. Nous croyons que le Conseil sera en mesure de remplir son mandat. L'adoption de règles de procédure à la présente Assemblée générale sera certainement utile, mais nous devons également modifier notre manière d'envisager le problème. Les membres doivent cesser de s'adresser constamment ces discours stéréotypés où ils prétendent traiter de tout l'éventail des problèmes alimentaires. Il conviendrait plutôt d'encourager le Conseil à consacrer chaque année ses énergies à l'étude en profondeur d'une ou deux questions clés liées à la nécessité fondamentale d'augmenter la production alimentaire.

Mais surtout, le Conseil devrait prendre très au sérieux son mandat: il représente la plus haute instance politique internationale spécialement responsable des problèmes alimentaires mondiaux. Il ne doit pas faire double emploi avec d'autres institutions du Système des Nations Unies, comme le Programme alimentaire mondial ou le Conseil de la P.A.O. Il doit tirer parti du fait que ses membres se recrutent au niveau ministériel pour faire naître la volonté politique nécessaire au règlement de questions particulières relatives à la stratégie mondiale en matière d'alimentation. Il devrait également préparer et utiliser à bon escient une revue de toutes les activités internationales connexes, y compris de celles qui ont été proposées par des conférences internationales telles la Conférence des Nations Unies sur l'eau ou la Conférence des sciences et de la technologie.

Le Canada fera tout en son pouvoir pour aider le Conseil mondial de l'alimentation à jouer un rôle actif de premier plan, selon la possibilité envisagée dans le mandat qui lui a été confié lors de sa création par l'Assemblée générale en 1974. Nous désirons profiter de cette occasion pour faire savoir à M. Hannah combien nous lui sommes reconnaissants pour les efforts qu'il a déployés dans son désir de faire du Conseil un succès dès le début.

Nous nous sommes engagés à contribuer au succès du Programme alimentaire mondial. Comme vous le savez, nous avons annoncé, lors de la Conférence mondiale de l'alimentation, notre contribution d'un million de tonnes de céréales par année. Une proportion de 40 p. cent de cette contribution est acheminée par voie multilatérale et nous utilisons à cette fin le Programme alimentaire mondial. D'autres contributions ultérieures font du Canada le plus important pays donateur dans le cadre de ce Programme. Nous avons accordé, pour la période 1975-1976, plus de 200 millions de dollars. Nous nous intéressons particulièrement à l'administration des programmes. C'est pourquoi le gouvernement canadien a été heureux, il y a quelque temps, de présenter la candidature de l'un de ses citoyens les plus éminents au poste de directeur exécutif de ce Programme. M. Gerry Vogel a été durant plusieurs années président de la Commission canadienne du blé, société d'État chargée de la mise en marché de toutes les céréales canadiennes, au pays comme à l'étranger. Il a dirigé un organisme à vocation alimentaire dont les transactions s'élèvent chaque année à plusieurs milliards de dollars. Nous espérons que, placé à la tête du Programme alimentaire mondial, il pourra mettre sa compétence et ses connaissances au service de l'humanité.

Nous nous efforçons de mettre nos connaissances en tant que producteurs de denrées alimentaires à la disposition de la communauté mondiale. Nous essayons également de fournir autant de nourriture que possible à ceux qui en ont besoin. Heureusement, nombre de pays, y compris le mien, ont obtenu, cette année, de bonnes récoltes de céréales vivrières, notamment de riz, ce qui nous permet donc, pour l'instant, d'être un peu plus optimistes.

Pourtant, force nous est encore de reconnaître que — si l'on fait exception des envois de nourriture — la question de la malnutrition en général ne fait que commencer à recevoir toute l'attention qu'elle mérite.